Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/la-situation-en-Algerie-juin-2010

la situation en Algérie juin 2010

- Internationale -

Date de mise en ligne : lundi 15 novembre 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Les premiers mois de l'année 2010 ont été marqués par un bond remarquable et une accélération de l'intervention de catégories de plus en plus nombreuses d'ouvriers et d'employés dans les luttes pour s'opposer à la dégradation de leurs conditions de vie et l'absence de perspectives. La grève des travailleurs de la SNVI (entreprise publique de production de camions et d'autobus) a été ralliée par les autres travailleurs de l'ensemble des usines de la zone industrielle de Rouiba, située à 20 km à l'est d'Alger. Ces travailleurs protestaient contre : la vie chère illustrée par l'augmentation des prix des produits de consommation de base qui avait atteint un niveau de 20% en 2009, le refus du gouvernement d'augmenter les salaires des travailleurs des entreprises publiques, notamment celles qui souffrent de déficits de dettes (que le pouvoir a laissé délibérément et artificiellement s'accumuler pour justifier les privatisations et le bradage) ; la décision du gouvernement de mettre fin au départ à la retraite anticipée et à la retraite proportionnelle sans condition d'âge ; l'absence de développement de leurs entreprises.

Ces grèves ont éclaté en dehors de l'UGTA, syndicat maison, lié au pouvoir et servant d'instrument de surveillance, de domestication et de flicage du mouvement ouvrier. Les hommes d'appareil de cette organisation ont dû soutenir le mouvement afin d'éviter de se couper des travailleurs tout en cherchant à identifier ceux qui en avaient été les initiateurs et les dirigeants en vue de leur élimination ultérieure. Ces grèves ont eu de profonds échos au sein de l'ensemble de la classe ouvrière du secteur public et également du secteur privé, tout comme parmi d'autres catégories de la population et les jeunes. Elle a eu pour résultat immédiat de contraindre le gouvernement, effrayé par la perspective d'une grande explosion sociale : à décider l'augmentation des salaires de l'ensemble des travailleurs des secteurs économiques. Certes ces augmentations restent insuffisantes et sont loin de rattraper la perte du pouvoir d'achat enregistrée depuis le lancement des ajustements structurels du FMI en 1994. Les travailleurs productifs sont ceux qui ont le plus souffert du blocage des salaires, des licenciements, de la fermeture des usines ou de leur destruction par les terroristes islamistes.

En faisant ces concessions le gouvernement tente :

- de désamorcer le mécontentement social et de gagner du temps pour le diviser ; à différer son plan de réformes du régime des retraites.

Il devait dès le début de cette année annoncer l'augmentation du nombre d'années requises (32 ans actuellement) pour bénéficier du taux plein de la pension de retraite et de celui servant au calcul de son montant (sur les salaires des cinq dernières de travail actuellement). De leur côté des dizaines de milliers de médecins des structures publiques de santé et d'enseignants du moyen et du secondaire ont observé des arrêts de travail qui ont duré des semaines. De substantielles hausses de salaires ont été arrachées par les enseignants. Les médecins ont dû reprendre le travail, sous la menace et les intimidations, après plus de trois mois de grève et de nombreuses tentatives de manifestations de rues durement empêchées, mais le gouvernement se rend compte qu'il lui est de plus en plus difficile de refuser toute concession aux revendications des praticiens et techniciens de la santé.

Toutefois, le degré et le niveau de mobilisation des travailleurs demeurent inégaux. Les catégories de salariés qui ont le plus mené des luttes au cours de ces 15 dernières années sont les employés de la fonction publique, principalement les enseignants de tous corps et les médecins. Ce sont des secteurs où les effectifs ont continué à augmenter malgré les ajustements structurels. Le niveau des salaires réels a certes diminué par suite de la forte dépréciation du dinar mais l'Etat n'a pas procédé à des dégraissages dans la fonction publique. Cette situation a permis l'extension jusqu'à un certain point du marché intérieur - la hausse des revenus pétroliers après 1999 a en effet contribué à impulser les importations, ce qui a arrangé les intérêts commerciaux et industriels de la bourgeoisie. Par contre la classe ouvrière de l'industrie et de la construction dans le secteur public a été laminée. Le FMI a été intraitable dans ses injonctions à faire disparaître le maximum d'entreprises industrielles pour laisser place aux importations massives au profit des multinationales et d'un secteur compradore interne qui a prospéré avec la levée du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. A la place d'une quinzaine d'entreprises publiques chargées d'importer les biens nécessaires à l'économie et à la population dans la recherche d'un certain équilibre de la balance commerciale et de la protection de la production nationale, ce sont 30 à 40 000 sociétés privées d'importation qui se sont installées avec l'aide du secteur bancaire public qui leur fournit généreusement les devises

Copyright © Le Vénissian

pour se livrer à la fuite des capitaux à travers le procédé de la surfacturation des produits importés. Des centaines de milliers d'emplois productifs ont disparu en deux ou trois ans, y compris dans le secteur privé comme celui du textile, de la confection, des chaussures. Les produits du secteur public et textile, de la confection et des chaussures d'avant 1990 sont aujourd'hui totalement importés. Certes, un secteur privé s'est développé dans diverses branches de l'alimentation et la construction. Mais ce secteur est entièrement dépendant de l'étranger pour ses matières premières, ses brevets et ses équipements. Ce secteur a bénéficié de très nombreux cadeaux fiscaux de l'état, de crédits accordés par les banques publiques. Il recrute et emploie une main-d'oeuvre à bon marché, exploitée, sans expérience syndicale et politique (l'UGTA ne s'est jamais intéressé à l'organisation des travailleurs de ce secteur), privée de ses droits sociaux (non déclarés aux organismes sociaux, paiement tardifs des salaires ou licenciement sans paiement des salaires etc.), impitoyablement réprimée en cas de tentative d'organisation sur le plan syndical. Cette situation a permis la formation de très grosses fortunes. Des liens étroits se sont tissés en quelques années entre ces capitalistes « esclavagistes » et le personnel de l'Etat : policiers, magistrats, inspecteurs du travail, du commerce, des impôts etc.. La terreur sociale règne de façon absolue dans le secteur privé comme aussi dans certaines entreprises publiques où l'essentiel des nouveaux recrutements se fait au moyen de contrats de courte durée, depuis la refonte de la législation sociale en 1990. Il est à souligner que le processus de liquidation du PAGS en 1990 a eu pour conséquence le démantèlement des cellules d'entreprises qui a facilité les coups portés à la classe ouvrière. Les renégats qui se sont mis à la solde du capitalisme ont commencé le travail de sape par la casse des cellules implantées dans les grands complexes industriels comme ceux de Rouiba, d'El-Hadjar, de Sidi-Bel-Abbés, de Constantine, de Tiaret etc.. Leur sale besogne a été complétée par le terrorisme islamiste qui a contraint des centaines de syndicalistes à l'exode vers d'autres contrées. La voie a été ainsi ouverte à l'instauration d'un capitalisme des plus sauvages sous les pressions conjuguées du pouvoir, des islamistes et des « gorbatchévien » algériens.

Le mouvement social des employés de la fonction publique est freiné par des visions corporatistes et réformistes. On note l'absence de revendications portant sur la défense d'un service public de qualité, le développement du secteur public, et le manque de lien avec les luttes autour de l'intérêt national. Des éléments liés à divers partis bourgeois (islamistes, RCD) ou pseudo sociaux-démocrates (FFS) tentent d'utiliser ce mouvement pour arracher des rééquilibrages plus avantageux dans les appareils de l'Etat ou gagner en influence dans la société. Pour le moment la grande détérioration des conditions de vie des salariés explique la tendance à mettre de côté les revendications qui sont perçues comme des facteurs de « division » des travailleurs face à la question du pouvoir d'achat. Dans les secteurs industriels de telles tendances existent aussi comme on a pu le voir au complexe sidérurgique d'El-Hadjar - privatisé à 70% depuis 2001- où les travailleurs ont subi un véritable traumatisme avec les « compressions » d'effectifs qui ont touché plus de la moitié du personnel à la fin des années 1990 et avec le désengagement de l'Etat qui a mené les travailleurs à préférer la privatisation à la disparition pure et simple de leur gagne pain. Une nouvelle situation semble se dessiner dans ce complexe sidérurgique où les travailleurs menacent la direction d'Arcelor Metal, propriétaire de l'entreprise, de demander la nationalisation du complexe si elle refuse d'engager des négociations pour l'application de la convention collective de branche. Ces luttes de classe expriment la contradiction fondamentale qui oppose l'ensemble des travailleurs et des salariés à toute la bourgeoisie et à son pouvoir d'Etat.

Des contradictions opposent les différentes fractions de ce pouvoir : Des contradicctions et des heurts se manifestent entre fractions industrielles et fractions compradores, par exemple autour de l'accord d'association avec l'Union Européenne dont l'application est un frein au développement de la production nationale et un stimulant à l'importation massive de marchandises à la faveur du démantèlement tarifaire que cet accord a imposé ; mais ces contradictions ne sont pas très aiguës étant donné que les capitalistes industriels sont aussi compradores et parviennent à s'adapter à la situation en ayant un pied dans la production et l'autre dans l'import, les deux servant à organiser une gigantesque fuite de devises vers les pays européens, France et même de plus en plus en Turquie et aux USA ; Des contradictions opposant la bourgeoisie commerciale et même industrielle accrochée à la vision islamiste de la société aux tendances du pouvoir rejetant cette vision mais non moins adeptes d'un capitalisme « musclé ». Il y a lieu de rappeler que l'islamisme fournit des justifications religieuses à l'ultra libéralisme et s'appuie sur la crédulité des catégories populaires les plus retardataires au sein des masses, ce qui a cimenté ou fourni à la bourgeoisie islamiste réactionnaire une base de masse face aux « Etatistes » socialistes ou capitalistes. Quant aux tendances

Copyright © Le Vénissian

bourgeoises du pouvoir rejetant la vision islamiste, elles sont historiquement issues des appareils d'Etat forgés durant la guerre de libération nationale et après l'indépendance, notamment dans les secteurs militaires et sécuritaires et sont le résultat des reclassements sociaux qui se sont opérés avec le développement du capitalisme , l'accaparement des biens (terres, immeubles 'biens de l'Etat », ressources financières accumulées par les détournements et vols) à la faveur d'un régime politique imposant l'hégémonie des classes intermédiaires sur la classe ouvrière. Ces reclassements ont conduit à la transformation de ce personnel politique de l'Etat d'éléments de la petite bourgeoisie hostiles jusqu'à un certain point à la bourgeoisie et à l'hégémonie impérialiste en grande bourgeoisie intimement liée aux appareils d'Etat.

Des contradictions opposent également les fractions diverses de ce personnel politico-militaire selon leurs liens avec tel ou tel bloc impérialiste, France, USA etc.. Mais toutes ces contradictions demeurent secondaires, par rapport à celles qui les opposent ensemble aux travailleurs, même si elles s'expriment parfois de façon spectaculaire et publiquement comme l'affaire Sonatrach qui a traduit les luttes entre divers réseaux prébendiers pour le contrôle des flux des pétro dollars. Cette affaire a débouché sur l'arrestation des dirigeants de cette société et la récente éviction du Ministre de l'énergie. Toutes les composantes socio-économiques du régime défendent le capitalisme et sont décidées à ne pas permettre un retour « en arrière », c'est à dire aux régimes des années 1970 qui avaient laissé espérer une évolution vers un système socialiste, en particulier avec les grands débats de la « Charte Nationale ». Des groupes entiers du pouvoir liés aux appareils civils, policiers et militaires, se sont convertis en gros importateurs à travers des sociétés écrans tenus par des membres de leurs familles ou des hommes liges leur servant de prête nom à l'image du propriétaire de Cévital, ancien comptable devenu en dix ans dirigeant d'un conglomérat brassant un chiffre d'affaires de plusieurs centaines de millions de dollars. La domination qu'exercent au sein du régime les milieux liés à l'import, aux grasses commissions perçues sur les marchés d'Etat, ceux que nous désignons par bourgeoisie compradore et même par bourgeoisie compradore d'Etat (pour signifier qu'il s'agit de groupes qui tirent leurs richesses du pillage des ressources en devises par le biais de ces commissions sur toutes les opérations donnant lieu à des transactions commerciales internationales) - cette domination ne peut voiler l'existence d'un accord fondamental pour consolider le système économique mis en place dans les années 1990 avec les « réformes ».

La contre-révolution qui a débuté dans les années 1980 et qui a connu un bond qualitatif dans les années 1990, sous l'effet du terrorisme qui a mis à genoux le mouvement progressiste et à la faveur de l'appui apporté par les pays impérialistes aux courants « réformateurs », en fait les idéologues de la contre-révolution - cette contre-révolution a marqué la fin de la révolution nationale démocratique et la défaite des partisans du socialisme. Elle a conduit au transfert des richesses et du revenu national vers les couches sociales privilégiées. Un des nombreux procédés de ce transfert des richesses est le non remboursement des emprunts effectués par les particuliers (épaulés par les puissants protecteurs des secteurs militaires sécuritaires) auprès des banques publiques. Cette saignée est mensongèrement mise sur le compte de la dette et des déficits du secteur public économique. Les banques publiques sont ainsi régulièrement recapitalisées par de fortes injections des recettes des hydrocarbures. La pompe de redistribution des revenus pétroliers au profit de ces couches sociales est représentée par les grands marchés publics et les faramineux surprix de ces marchés. Les connaisseurs de ces marchés parlent de commissions atteignant jusqu'à 200% du montant réel du coût des projets. Les plans de relance économique engagés depuis 2001 par Bouteflika ont alimenté ce transfert dans des proportions gigantesques sans impact aucun sur l'appareil productif si ce n'est la poursuite de sa destruction par les importations d'équipements et de produits pouvant être fabriqués localement comme les engins de transport, les citernes et les appareils de chaudronnerie, les pompes, les vannes etc.. La montée du mouvement populaire est née de l'aggravation de ces inégalités sociales, de la dilapidation des revenus pétroliers, de la persistance du chômage, de la misère et de l'extension démesurée de la précarité des travailleurs soumis aux contrats à durée déterminée. Les travailleurs, les couches populaires ne supportent plus cette paupérisation alors que l'Etat dispose d'une grosse cagnotte déposée dans les banques étrangères ou convertie en bons du trésor US rapportant de bas taux d'intérêt. Ce mécontentement prend la forme de grèves mais aussi de centaines de manifestations, d'émeutes, de marches, de blocage des routes, de fermeture des sièges des APC. Les jeunes jouent un rôle important dans ces luttes quotidiennes pour l'emploi, les aides aux chômeurs, le logement, la construction des routes, d'écoles, des centres de santé, la desserte en eau, en gaz, en électricité etc.. C'est tout le pays qui est secoué depuis des années par des luttes quotidiennes. Craignant un révolte de plus en plus coordonnée et à grande échelle le pouvoir est obligé de consacrer des enveloppes budgétaires à la

Copyright © Le Vénissian

résolution des problèmes sociaux des masses. En même temps ces enveloppes budgétaires nourrissent le capital national qui s'est développé pour l'essentiel dans le secteur du bâtiment et les multinationales auxquelles des projets très juteux ont été concédés, autoroute, stations de dessalement de l'eau de mer, construction de barrages ou de station d'épuration des eaux usées, aux dépens du secteur public économique mis sur la touche ou démantelé pour libérer les ouvriers qualifiés et l'encadrement au profit du secteur privé, à l'image de SONATRO (Société Nationale des Travaux Routiers) fermée alors qu'elle avait accumulée une grande expérience dans le domaine des travaux routiers. On peut multiplier ces exemples de casse qui se traduisent par une grande hémorragie en devises.

C'est cette hémorragie en devises qui constitue aujourd'hui la source des inquiétudes des « concepteurs » les plus « éclairés du régime,, inquiétudes attisées par les grosses incertitudes qui pèsent sur l'évolution du cours du pétrole dans le contexte de la crise internationale du capitalisme. Les « concepteurs » du régime veulent éviter la réédition de la situation provoquée en 1986 par la chute du prix du pétrole et la cessation de paiement à l'origine de la révolte populaire de 1988. Ils craignent que les classes dirigeantes perdent cette fois-ci totalement le contrôle de la situation. En 1988 elles avaient réussi à maintenir leur contrôle en jouant les islamistes contre les communistes, puis en appuyant les gorbatchéviens pour faire éclater le PAGS, en jouant aussi la carte « berbériste » pour diviser les masses, en exploitant les faiblesses de la conscience politique et idéologique des masses, qui se sont laissés tromper par les islamistes. Le contexte a évolué depuis 20 ans. Il leur sera plus difficile (mais non impossible) de tromper les masses comme elles l'ont fait après 1988. Il ya eu depuis dix ans, parallèlement à la hausse des recettes pétrolières, montée rapide des importations, des sorties de devises au titre du rapatriement des profits des multinationales et du paiement de sommes croissantes pour les services effectués par des sociétés étrangères. On est passé grosso modo de 9-10 milliards d'importations de biens en 2000 à plus de 40 milliards de dollars en 2008, auxquels il faut ajouter - chiffre que les autorités camouflent soigneusement - au moins 10 milliards au titre des services et profits rapatriables. Les recettes d'exportation ont atteint 80 milliards de dollars en 2008 huit fois le montant de 1998 ! Le pouvoir a été amené en toute urgence à prendre des mesures pour endiguer cette montée menaçante pour la préservation des intérêts qu'il représente.

Une nouvelle crise financière serait plus dangereuse pour les classes dominantes qu'en 1986. C'est la loi des finances complémentaire de l'été 2009 qui constitue l'épine dorsale de ces mesures d'urgence. Ces mesures d'urgence ont créé de fortes tensions entre les différentes fractions sociales représentées par le pouvoir et entre ce pouvoir et les puissances impérialistes. On peut percevoir une tension croissante entre la bourgeoisie et les masses populaires sur la question de la distribution et de la redistribution du revenu national, rentrées pétrolières incluses. La part des couches possédantes et dominantes dans les revenus des hydrocarbures s'est fortement accrue ces dernières années. Aucune de ces couches sociales n'accepte que la part de son gâteau soit diminuée. Mais le pouvoir doit arbitrer sans quoi ce sera en moins de 3 ans l'explosion d'une énorme crise une fois « les réserves de change » complètement épuisées. Il va de soi que toutes ces couches parasitaires s'entendent pour que le poids de la rigueur repose exclusivement sur les épaules des masses populaires. Mais les travailleurs, les couches populaires n'ont pas l'intention de continuer à subir de telles injustices. La solution qu'i s'impose consisterait à imposer une austérité sur les plus riches, à taxer fortement où à prohiber l'importation des biens de luxe, à augmenter les tarifs douaniers, à rehausser les impôts sur les riches, à combattre la fraude fiscale massive. Ces mesures sont inconcevables pour ce régime. Elles toucheraient à sa composante sociale et à ses alliances internationales avec l'impérialisme dont il a besoin à la fois pour désamorcer la tendance naturelle de l'impérialisme à s'étendre sans tenir compte de l'instinct de survie des classes capitalistes locales et pour se protéger contre son peuple.

Les plans de relance économique - qui n'ont relancé que les importations, aucun plan d'industrialisation sérieux n'étant élaboré ou engagé malgré les discussions sur la nécessité d'une stratégie - ont permis au régime de nouer de fortes relations avec les multinationales, d'obtenir le soutien de l'impérialisme y compris de l'impérialisme français qui s'était très engagé dans les années 1990 et au début des années 2000 sous la direction en particulier des socialistes dans une opération visant à abattre les organisateurs de l'interruption du processus électoral en 1992 et de la lutte contre les islamistes sous couvert d'enquête internationale sur les auteurs des « violences » en Algérie et de l'élucidation des auteurs du « qui tue qui ? » . La contre partie de ces alliances réside dans les gros marchés attribués , dans le cadre d'un équilibre « équitable », aux multinationales de France, Allemagne, Italie, USA, Espagne, sans compter les entreprises du golfe, protecteurs des groupes islamistes, pour la fourniture de stations de

Copyright © Le Vénissian

dessalement de l'eau de mer, des centrales électriques, de travaux ferroviaires (tramways, électrification du réseau, modernisation de ligne Ouenza-Annaba), nucléaire civil, etc.. Ces gros marché ont apporté une bouffée d'oxygène à Alstom. L'Algérie est redevenu un important marché pour les entreprises françaises. Tous ces marchés ont eu pour seul résultat, rappelons-le, de bloquer tout processus d'industrialisation ou au moins de la préservation des acquis existants. Les restrictions introduites par la loi des finances créent théoriquement des difficultés dans les relations entre le pouvoir et ses alliés. Mais la plus grande source de conflits, de confrontations pour le moment feutrée, réside dans l'aspiration des classes dirigeantes à jouer un rôle en Afrique, à conquérir une influence, grâce aux ressources financières procurées par l'exportation des hydrocarbures qui ferait d'elles une voie de passage obligée pour le contrôle des pays voisins de l'Algérie, notamment dans les régions du Sahel qui sont susceptibles de receler des richesses minières ou pétrolières convoitées par les puissances impérialistes. Les pays impérialistes n'acceptent évidemment pas cette prétention algérienne à mettre des bâtons dans les roues de leurs plans de contrôle absolu de la région. L'agitation qui s'est emparée ces derniers temps de certaines personnalités politiques de la Kabylie comme Mehenni (qui vient d'annoncer la formation d'un gouvernement provisoire de la Kabylie juste après avoir été reçu au quai d'Orsay) et Sadi (qui anime un gros battage sur l'affaire de la « séquestration » des ossements de Amirouche afin de regagner en popularité parmi les franges les plus régionalistes et sectaires de la Kabylie et de tenter de discréditer en même temps les années 1970 dans lesquelles les masses populaires voient de plus en plus un exemple de politique de développement et de justice sociale, par le biais de la criminalisation de Boumediène dont la popularité est encore tenace) ne peut être dissociée de ces manoeuvres de ces puissances autant pour disposer, comme cela a toujours été leur préoccupation permanente, d'une carte de chantage que pour poursuivre leur travail sournois visant à l'éclatement - un jour ou l'autre - de l'Algérie et à la prise de contrôle du Sahara. On ne peut comprendre certaines actions du régime tendant à réhabiliter certaines entreprises publiques stratégiques (décisions de recapitaliser des usines abandonnées à leur sort durant plus de 20 ans)dans le but de consolider et de créer les bases d'une industrie de l'armement et donc d'une certaine autonomie logistique, si on n'a pas en vue cette aspiration à assumer un rôle en Afrique. Ce rôle n'est , bien entendu, en rien comparable par ses objectifs avec celui que l'Algérie a joué de 1962 à la fin des années 1970. Les ressemblances apparentes ne doivent pas cacher ces différences radicales. De 1962 à 1979 l'action internationale de l'Algérie était tournée vers l'émancipation des peuples et le contrôle sur leurs richesses afin de les utiliser comme moyen de développement indépendant. Les buts de la politique extérieure du pouvoir actuel, reflétant les intérêts des classes et couches sociales qu'il défend, sont de participer au partage des zones d'influence et de contribuer à la « paix » avantageuse aux pays impérialistes, d'obtenir en échange la fin des manoeuvres qui mettent en danger sa survie face à la contestation interne. En somme le régime actuel veut gagner une place reconnue de bon défenseur des intérêts du système capitaliste international à l'égal du régime égyptien ou du régime tunisien.

Face à la domination capitaliste dans notre pays, le PADS s'efforce après les durs coups qui ont été portés au mouvement communiste et progressiste en Algérie, de lutter contre l'esprit défaitiste en apportant aux masses populaires ces analyses de la situation et ses mots d'ordre de combat pour la constitution de syndicats de classe, de syndicats de paysans pauvres et des organisations progressistes de la jeunesse et des femmes. Ce travail de rassemblement des couches laborieuses dans leurs organisations respectives pour la défense de leurs intérêts n'est pas chose aisée dans un pays où les libertés élémentaires ne sont pas respectées. Le nombre élevé des organes de presse existant dans le pays peut donner l'illusion que la liberté d'expression est respectée. Or dans leur grande majorité ces organes de presse sont liées aux différentes fractions de la bourgeoisie au pouvoir. Les difficultés que rencontre pour sa publication périodique Alger républicain sont surmontées en partie, non sans peine, par les militants du PADS qui parviennent à rassembler autour d'eux les travailleurs les plus conscients pour assurer sa diffusion dans le pays, les sociétés privées de distribution sabotant celle-ci quand elle leur est confiée. Tout en appelant les travailleurs des villes et des campagnes à s'organiser pour engager et coordonner leurs luttes afin de défendre leurs revendications immédiates, le PADS les engage à lier leurs luttes quotidiennes au combat pour une alternative politique populaire basée sur un programme de défense des richesses et des intérêts nationaux , sur une stratégie de développement économique et social favorisant l'existence d'un fort secteur industriel public soutenu et complété par un secteur industriel privé , favorisant également le développement du secteur agricole en accordant aux petits paysans les crédits bancaires nécessaires dont ils ont besoin pour élever le niveau de leur production, favorisant l'emploi et les besoins sociaux et culturels. Cette alternative politique repose aussi sur l'avènement d'un pouvoir populaire. Cette alternative populaire aboutira avec le renforcement politique, idéologique et organique du

Copyright © Le Vénissian

PADS et l'organisation d'un large Front Démocratique et populaire. Si aujourd'hui, notre Parti est numériquement encore faible, et si nous sommes la bête noire des diverses fractions capitalistes, cela n'empêche pas que les communistes Algériens sont toujours respectés dans le pays comme le montrent les récentes commémorations des anniversaires de la mort de nos camarades Yveton, Maillot, Audin organisées par des non communistes. Tout en mesurant les grands efforts qu'ils ont et auront à faire dans le présent et l'avenir, les communistes algériens rassemblés dans le PADS ont une confiance inébranlable dans la classe ouvrière de leur pays pour qu'elle apporte sa contribution décisive aux changements politiques dont le pays a un grand besoin.

Copyright © Le Vénissian